

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



REFUS DU GOUVERNEMENT D'ÉTENDRE LA TRÊVE HIVERNALE

Paris, le 10 juillet 2020

Alors que nombre de nos concitoyens sont fragilisés par la crise sociale et économique sans précédent qui s'annonce, **le dispositif de trêve hivernale élargie prend fin aujourd'hui.**

En effet, malgré les appels émanant aussi bien d'associations, d'institutions que de représentants élus à allonger exceptionnellement ce dispositif jusqu'au 31 octobre 2020, le Ministère du Logement a décidé de la reprise des expulsions locatives.

Ce sont **plus de 2,5 millions de ménages qui ont aujourd'hui des difficultés à payer leur loyer ou à rembourser leur crédit.** Un chiffre qui est très certainement voué à augmenter dans les prochains mois au vu des pertes d'emplois, des baisses de revenus et charges diverses auxquelles font face les français avec la crise du Covid-19.

L'explosion des expulsions, les mises à rues à la chaîne qui vont précipiter les plus fragiles dans le cercle vicieux de la précarité, voilà la véritable bombe à retardement du confinement !

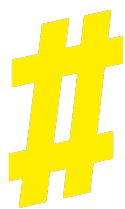
#NousDemain regrette le refus du Ministre Julien Denormandie à accorder un sursis à nos concitoyens les plus fragiles. En cette période difficile, nous estimons que la solidarité et l'entraide doivent primer. Il en va de la dignité des plus démunis et de la pérennité de notre modèle social.

Nous appelons le gouvernement à travailler de manière rapide à la concrétisation d'un « objectif zéro expulsions ». En effet, alors que les risques sanitaires et socio-économique sont importants, nous ne pouvons nous permettre d'avoir des familles à la rue.

#NOUSDEMAIN

Dans cette perspective, nous proposons la création d'un fonds d'aide de 200 millions d'euros permettant d'indemniser les propriétaires qui ne recevraient plus de loyers, et de soutenir les locataires avec une aide à la quittance.

Nous appelons également à la mise en place d'un dispositif d'assurance universelle et obligatoire quel que soit le contrat de location. Cela encouragerait les propriétaires, mieux protégés contre les impayés, à louer leur bien plus rapidement et plus facilement à des foyers au profil financier plus fragile qui sont les premières victimes du mal-logement dans notre pays.



www.nousdemain.eu
contact@nousdemain.eu